Bureau du Conseil privé

Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2019

Table des matières

- Introduction
- Mandat
- Méthode de présentation du rapport
- Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs
  - Changements importants quant aux autorisations
  - Changements importants quant aux dépenses
- Risques et incertitudes
- Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes
- Approbation des cadres supérieurs
- Annexe A et B

Introduction

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction conformément à l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et selon les modalités prescrites par la Directive sur les normes comptables: GC 4400 Rapport financier trimestriel des ministères. Le présent rapport financier trimestriel doit être lu en parallèle avec le Budget principal des dépenses et les rapports financiers trimestriels précédents. Pour en apprendre davantage sur le BCP, veuillez visiter le site Web du BCP à l'adresse http://www.bcp.gc.ca.

Ce rapport trimestriel n'a pas fait l'objet d'une vérification externe ou d'un examen, mais a été remis au Comité ministériel de vérification du BCP et comprend les observations des membres du Comité.

Mandat

Le BCP soutient l'élaboration et la mise en œuvre des programmes stratégique et législatif du gouvernement du Canada, coordonne la prise de mesures en réaction aux problèmes auxquels doivent faire face le gouvernement et le pays, et contribue au bon fonctionnement du Cabinet. Le BCP est dirigé par le greffier du Conseil privé, qui est également secrétaire du Cabinet et chef de la fonction publique.

Le BCP a pour mandat de servir le Canada et la population canadienne en conseillant et en appuyant le premier ministre, les ministres du portefeuille et le Cabinet.

Les trois rôles principaux du BCP sont les suivants:

1.Conseiller de manière professionnelle et non partisane le premier ministre, les ministres du portefeuille, le Cabinet ainsi que ses comités sur les questions d'envergure nationale et internationale.

2.Assurer le bon fonctionnement du processus décisionnel du Cabinet et contribuer à la mise en œuvre du programme du gouvernement.

3.Encourager un rendement élevé et la responsabilisation au sein de la fonction publique.

Bureau du Conseil privé

Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2019

Méthode de présentation du rapport

Ce rapport trimestriel a été préparé par la direction selon une méthode comptable axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport inclut les autorisations de dépenser du BCP accordées par le Parlement et utilisées par l'organisme, de manière cohérente avec le Budget principal des dépenses pour l'exercice 2019-2020. Ce rapport financier trimestriel a été préparé au moyen d'un référentiel à usage particulier (comptabilité axée sur les dépenses) conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

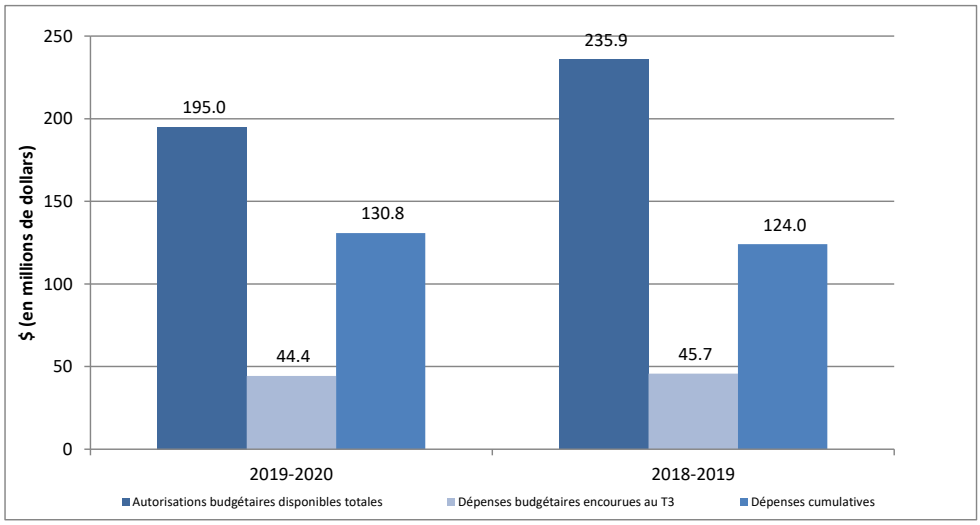
Le BCP utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation et la présentation de ses états financiers annuels [1] lesquels font partie du processus de production de rapports sur le rendement ministériel. Toutefois, les pouvoirs de dépenser votés par le Parlement sont encore accordés en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs

La présente section expose les principaux éléments ayant contribué à l'augmentation ou à la diminution nette des autorisations disponibles pour l'exercice et des dépenses réelles pour le trimestre ayant pris fin le 31 décembre 2019.

Le BCP a dépensé environ 67 % de ses autorisations disponibles à la fin du troisième trimestre, comparativement à 53 % durant le même trimestre en 2018-2019 (voir graphique 1 ci-dessous).

Graphique 1 : Comparaison des autorisations budgétaires disponibles totales et des dépenses budgétaires nettes totales au troisième trimestre des exercices 2019-2020 et 2018-2019



[1] Les notes afférentes aux états financiers ministériels annuels comprennent un rapprochement entre les résultats selon la comptabilité d'exercice intégrale et les autorisations de dépenser.

Bureau du Conseil privé

Rapport financier trimestriel

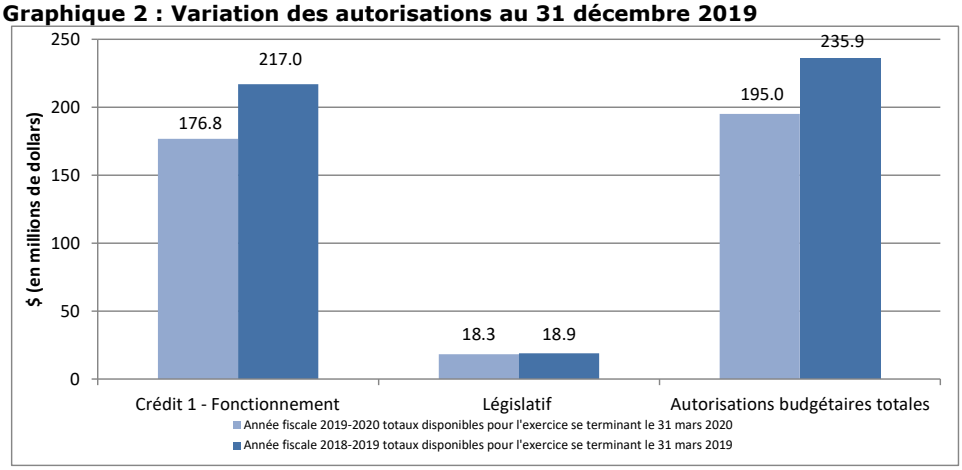
Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2019

Changements importants quant aux autorisations

D'après le graphique 2 ci-dessous au 31 décembre 2019 et annexe A, présenté à la fin de ce document, les autorisations totales dont disposait le BCP s'élevaient à 195,0 millions de dollars en 2019-2020, comparativement à 235,9 millions de dollars au 31 décembre 2018, ce qui représente une diminution nette de 40,9 millions de dollars ou 17 %.

Graphique 2 : Variation des autorisations au 31 décembre 2019



** Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué*

La diminution nette de 40,9 millions de dollars dans les autorisations s'explique principalement par :

Augmentation en autorisations

• Le BCP a reçu du financement supplémentaire pour soutenir la création du cabinet du ministre des Affaires intergouvernementales et du Nord et du Commerce intérieur et faire face à l'augmentation des coûts pour les cabinets des ministres actuels et le soutien ministériel correspondant pour livrer un mandat élargi, ainsi que pour renforcer le soutien à un gouvernement ouvert et transparent, la gestion et la surveillance du processus des nominations par le gouverneur en conseil, la mise en oeuvre des initiatives du BCP et à entreprendre les communications sécurisées pour l'Initiative nationale de leadership.

Baisse en autorisations

• L'augmentation en autorisations est compensée par des diminutions liées à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones assassinées et disparues, le projet de modernisation des technologies de l'information du BCP, une réduction du financement fourni pour des ajustements de négociation collective en raison de paiements salariaux rétroactifs moins élevés, une réduction des fonds reportés à travers du report du budget de fonctionnement dans l'exercice 2019-2020 et une réduction du financement pour le transfert du Secrétariat de la jeunesse et LGBTQ2 à Patrimoine canadien.

Bureau du Conseil privé

Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2019

Changements importants dans les dépenses du trimestre

Les dépenses du troisième trimestre ont totalisé 44,4 millions de dollars, soit une diminution nette de 1,3 million de dollars (3%) par rapport aux 45,7 millions de dollars dépensés pendant la même période en 2018-2019. Le tableau 1 ci-dessous présente les dépenses budgétaires par article courant.

Tableau 1

Changements importants dans les dépenses par article courant (en milliers de dollars)	Exercice 2019-2020 Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2019	Exercice 2018-2019 Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2018	Variation en $	Variation en %
Personnel	33 524	33 763	(239)	(1 %)
Transports et communications	977	1 801	(824)	(46 %)
Information	1 979	862	1 117	130 %
Services professionnels et spéciaux	5 854	6 617	(763)	(12 %)
Location	186	431	(245)	(57 %)
Services de réparation et d'entretien	1 606	240	1 366	569 %
Services publics, fournitures et approvisionnements	225	236	(11)	(5 %)
Acquisition de machines et de matériel	467	317	150	47 %
Paiement de transfert	251	1 262	(1 011)	(80 %)
Autres subventions et paiements	(244)	169	(413)	(244 %)
Dépenses budgétaires brutes totales *	**44 825**	**45 698**	**(873)**	**(2 %)**
Moins les revenues affectés aux dépenses	(418)	0	(418)	0 %
Dépenses budgétaires nettes totales	**44 408**	**45 698**	**(1 290)**	**(3 %)**

** Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué*

Transports et communications

La diminution de 0,8 million de dollars est attribuable à la fin de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées à l'exercice 2019-2020.

Information

L'augmentation de 1,1 million de dollars est principalement attribuable aux contrats de services professionnels en communication pour appuyer l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées alors que celle-ci tirait à sa fin.

Location

La diminution de 0,2 million de dollars est principalement attribuable d'un décalage dans les dates de paiement des factures pour appuyer l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et moins de dépenses pour la location de salles de réunion.

Services de réparation et d'entretien

L'augmentation de 1,4 million de dollars est essentiellement liée à la nature variable des projets liés aux locaux.

Acquisition de machines et de matériel

L'augmentation est principalement liée au nouvel achat de matériel et plus de dépenses pour du matériel de transmission d'images, en comparaison avec l'exercice 2018-2019; compensée par une réduction principalement des dépenses pour du matériel informatique, en comparaison avec l'exercice 2018-2019.

Paiement de transfert

Les paiements de transfert ont diminué de 1,0 million de dollars puisque l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées a terminé ses principales activités à l'exercice 2019-2020.

Autres subventions et paiements

La diminution est principalement liée à un décalage des recouvrements des comptes recevables et à la réallocation interne des dépenses.

Bureau du Conseil privé

Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2019

Changements importants dans les dépenses cumulatives

Les dépenses depuis le début de l'exercice totalisent 130,8 millions de dollars, soit une augmentation nette de 6,7 millions de dollars (5%) par rapport aux 124,0 millions de dollars dépensés durant la même période en 2018-2019. Le tableau 2 ci-dessous présente les dépenses budgétaires par article courant.

Tableau 2

Changements importants dans les dépenses par article courant (en milliers de dollars)	**Exercice 2019-2020 Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre terminé le 31 décembre 2019**	**Exercice 2018-2019 Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre terminé le 31 décembre 2018**	**Variation en $**	**Variation en %**
Personnel	98 530	94 129	4 401	5 %
Transports et communications	3 722	4 456	(734)	(16 %)
Information	6 656	2 339	4 317	185 %
Services professionnels et spéciaux	14 505	16 021	(1 516)	(9 %)
Location	1 493	1 237	256	21 %
Services de réparation et d'entretien	1 814	340	1 474	434 %
Services publics, fournitures et approvisionnements	709	575	134	23 %
Acquisition de machines et de matériel	1 786	2 087	(301)	(14 %)
Paiement de transfert	1 390	2 081	(691)	(33 %)
Autres subventions et paiements	624	764	(140)	(18 %)
Dépenses budgétaires brutes totales	**131 229**	**124 028**	**7 201**	**6 %**
Moins les revenues affectés aux dépenses	(464)	0	(464)	0 %
Dépenses budgétaires nettes totales	**130 765**	**124 028**	**6 737**	**5 %**

** Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué*

Personnel

L'augmentation globale de 4,4 million de dollars des dépenses relatives au personnel est principalement attribuable à une combinaison de personnel supplémentaire nécessaire pour exécuter un mandat ministériel élargi, au moment des recouvrements salariaux auprès d'autres ministères et à l'augmentation des cotisations aux régimes d'avantages sociaux des employés.

Information

L'augmentation de 4,3 million de dollars est principalement attribuable aux contrats de services professionnels en communication pour appuyer l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées alors que celle-ci tirait à sa fin.

Services de réparation et d'entretien

L'augmentation de 1,5 million de dollars est essentiellement liée à la nature variable des projets liés aux locaux.

Paiement de transfert

Les paiements de transfert ont diminué de 0,7 million de dollars puisque l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées a terminé ses principales activités à l'exercice 2019-2020.

Bureau du Conseil privé

Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2019

Risques et incertitudes

Les principaux risques financiers sont le financement d'initiatives visant à traiter des enjeux pouvant se présenter de façon inattendue. Étant donné son rôle de coordination, le BCP doit lancer ces initiatives à court préavis, et gérer soit les dépenses nécessaires au moyen de ses propres autorités de dépenser, soit la trésorerie en attendant l'approbation de l'augmentation des autorisations de dépenser.

Le BCP fournit un soutien administratif et financier à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Il existe des limites à la surveillance financière en raison de la relation sans lien de dépendance qui existe entre le BCP et l'Enquête nationale; cependant, les obligations en matière de finances demeurent essentiellement la responsabilité du BCP.

Le BCP surveille de près les opérations de paye pour cerner et régler rapidement les paiements insuffisants et en trop et continue d'appliquer les mesures d'atténuation mises en place en 2016.

Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Opérations et programmes

Depuis le 20 novembre 2019, le Bureau du Conseil privé à transféré le contrôle et la supervision des Secrétariats de la jeunesse et de LGBTQ2 au ministère du Patrimoine canadien.

Approbation des cadres supérieurs:

Ian Shugart
Greffier du Conseil privé et
secrétaire du Cabinet

Matthew Shea
Sous-ministre adjoint,
Direction des services ministériels et
dirigeant principal des finances

Ottawa, Canada
mardi 18 février 2020

Bureau du Conseil privé

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2019

ÉTAT DES AUTORISATIONS *(non vérifié) (note 2)*

(en milliers de dollars)	Exercice 2019-2020			Exercice 2018-2019		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020 (note 1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2019	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019 (note 1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2018	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 1 - Dépenses nettes de fonctionnement	**176 769**	**39 813**	**117 090**	216 981	41 682	112 018
Autorisations législatives budgétaires						
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	**17 809**	**4 498**	**13 356**	18 457	3 932	11 795
Premier ministre - Traitement et allocation pour automobile	**181**	**45**	**136**	178	44	133
Leader du gouvernement à la Chambre des communes - Traitement et allocation pour automobile	**88**	**15**	**58**	86	-	-
Ministre des Institutions démocratiques - Traitement et allocation pour automobile	**88**	**15**	**58**	86	22	65
Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada - Allocation pour automobile	**88**	**22**	**66**	86	18	18
Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	**-**	**-**	**-**	6	-	-
Autorisations budgétaires totales	**195 022**	**44 408**	**130 765**	235 880	45 698	124 029
Autorisations totales	**195 022**	**44 408**	**130 765**	235 880	45 698	124 029

Remarque 1: N'inclut que les autorisations disponibles pour chacun des exercices financiers respectifs et accordées par le Parlement à la fin du trimestre (y compris gel budgétaire).

Remarque 2: Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Bureau du Conseil privé

ANNEXE B

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2019

Dépenses ministérielles budgétaires par article courant *(non vérifié) (note 2)*

(en milliers de dollars)	Exercice 2019-2020			Exercice 2018-2019		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020 (note 1)	Dépensées durant le trimestre terminé le 31 décembre 2019	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019 (note 1)	Dépensées durant le trimestre terminé le 31 décembre 2018	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Dépenses budgétaires:						
Personnel	**139 977**	**33 524**	**98 530**	138 802	33 763	94 129
Transports et communications	**3 666**	**977**	**3 722**	13 986	1 801	4 456
Information	**7 586**	**1 979**	**6 656**	9 652	862	2 339
Services professionnels et spéciaux	**37 605**	**5 854**	**14 505**	48 293	6 617	16 021
Location	**1 018**	**186**	**1 493**	2 789	431	1 237
Services de réparation et d'entretien	**1 177**	**1 606**	**1 814**	2 091	240	340
Services publics, fournitures et approvisionnements	**539**	**225**	**709**	660	236	575
Acquisition de machines et de matériel	**1 885**	**467**	**1 786**	4 785	317	2 087
Paiements de transfert	**2 900**	**251**	**1 390**	15 400	1 262	2 081
Autres subventions et paiements	**979**	**(244)**	**624**	507	169	764
Dépenses budgétaires brutes totales	**197 332**	**44 825**	**131 229**	236 964	45 698	124 028
Moins les revenus affectés aux dépenses :						
Revenus	**(2 310)**	**(418)**	**(464)**	(1 085)	-	-
Total des revenus affectés aux dépenses	**(2 310)**	**(418)**	**(464)**	(1 085)	-	-
Dépenses budgétaires nettes totales	**195 022**	**44 408**	**130 765**	235 880	45 698	124 028

Remarque 1: N'inclut que les autorisations disponibles pour chacun des exercices financiers respectifs et accordées par le Parlement à la fin du trimestre (y compris gel budgétaire).

Remarque 2: Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.